

UNE VILLE, UNE ABBAYE

Tout bâtiment, quelle qu'en soit la nature ou la destination, vit en étroite correspondance avec son environnement. L'Abbaye aux Dames n'échappe pas à ce constat d'évidence. Comme on l'exprime traditionnellement dans les études de marché, cet environnement se divise lui-même en plusieurs zones. Pour l'Abbaye aux Dames, celle de ses abords immédiats, autrement dit sa zone primaire, est représentée par ce qu'on appelle aujourd'hui le quartier Saint-Pallais ou de façon plus extensive la rive droite. Sa zone secondaire comprend l'ensemble de l'agglomération saintaise et ses contours d'attraction naturelle qui s'étendent au maximum à une trentaine de kilomètres. Au-delà, son influence se fait plus parcellaire et épisodique, dépendant en grande partie de son renom ainsi que de la nature de la prestation qu'elle est amenée à offrir. Féodale et religieuse autrefois ; culturelle, sociale et religieuse aujourd'hui. Cette idée simple d'une empreinte décroissante de notoriété et de relations, commune à toute enquête de chalandise, s'applique et, avec quelques variantes, s'est toujours appliquée à l'Abbaye aux Dames.

Une relation ambiguë entre Saintes et son abbaye

Lorsqu'elle est fondée en 1047 avec un faste inouï et en présence de multiples personnalités, trois archevêques, plusieurs évêques, huit abbés de haute volée et la plus belle assemblée qui soit de la noblesse saintongeaise, se crée une hiérarchie d'influences durable montrant à la fois l'importance de l'événement et sa portée symbolique : l'Abbaye aux Dames devient de fait une des institutions ecclésiastiques majeures de la Saintonge et l'une des abbayes de femmes les plus importantes de France, en tout cas la plus éminente du domaine aquitain, ce que lui reconnaissent les tutelles lointaines que sont les trois archevêques, Bordeaux toujours soucieuse de son autonomie féodale et dont l'évêque de Saintes est le suffragant, Bourges pour ce qui va peu à peu se dessiner comme l'espace de vassalité du royaume de France et Besançon pour cet autre espace de vassalité en voie d'émergence, celui du Saint-Empire romain germanique. Ce mélange d'autorité religieuse et de pouvoir politique est clair dès sa consécration. Ses deux fondateurs, Geoffroy-Martel, comte d'Anjou, et sa femme Agnès de Bourgogne, veuve du comte-duc d'Aquitaine, y manifestent avec éclat leur emprise récente sur la Saintonge tandis que « Sainte-Marie des Dames » ou « Notre-Dame de Saintes », les deux anciens noms de l'abbaye, attestent du grand mouvement de réforme religieuse du XI^e siècle : la reconquête et l'autonomisation des sanctuaires par rapport au monde féodal.

Intrication qui ne va pas sans conflits... Tout au long de l'histoire de l'abbaye, les plus constants le sont avec les seigneurs locaux pour des habituelles et médiocres querelles de bornage du temporel et les plus significatifs avec l'évêque de Saintes quant aux préséances. « Madame de Saintes » tenait à ses prérogatives qui la rattachaient directement à Rome, « Monsieur de Saintes » qui, lui, dépendait de Bordeaux, ne le supportait pas ! À cet égard, le carnaval de Saintes est à la fois cocasse et éloquent : il était de tradition qu'un enfant se déguise en prélat fantoche et traverse la ville pour porter des épingles à l'abbesse en personne ; elle lui remettait alors une paire de gants rouges qu'il s'empressait de porter à l'évêché ! Hommage plein de fiel, aux limites des poupées sacrificielles de sorcellerie, contre adoubement plein de dédain de la part de celle qui affirmait ainsi son rang plus élevé. Plus sérieux et surtout plus important, le protocole officiel obligeait les visiteurs de marque à venir

s'incliner devant elle avant même d'aller saluer l'évêque. De même, ce dernier se devait de lui réserver son premier hommage, aussitôt après sa nomination. Cette concurrence latente dégénérant souvent en disputes de prérogatives était loin d'être unique entre une abbaye de femmes et un évêché : la plus célèbre opposait la cathédrale de Zürich au Fraumünster de la ville, « abbaye aux dames » fondée par Charles le Germanique pour abriter les reliques des deux saints patrons de Zürich dont il avait fait enlever la garde à la cathédrale ! Or les deux sanctuaires se situent à une centaine de mètres l'un de l'autre, s'observant de chaque côté d'un pont qui traverse la Limmat... Comme c'est quasiment le cas entre les deux rives de la Charente !

Cette querelle historique exprime mieux que toute autre considération la relation ambiguë que Saintes entretient avec son abbaye : d'un côté, une ville attachée à son ancien capitole et nichée sur la rive gauche du fleuve, la seule à son sens qui soit noble et surtout digne des traditions léguées par l'histoire ; de l'autre, une abbaye dominant une rive droite populeuse et populaire, mais au temporel nettement plus riche que celui de l'évêché (35000 livres contre 15000 livres au XVII^e siècle¹), relevant du pape en droite ligne et exerçant sa seigneurie sur la plus grande partie du faubourg Saint-Pallais... Sans oublier le fait que pendant presque deux siècles, Saintes est un des enjeux majeurs du conflit entre Capétiens et Plantagenêts, la ville et son évêché prenant plutôt le parti anglo-aquitain alors que l'abbaye se tourne plus volontiers vers le royaume français. Cette opposition prend toute sa valeur de 1286 à 1337 lorsque le fleuve Charente marque la frontière entre les deux domaines en guerre larvée ; l'abbaye est française tandis que la ville est anglo-aquitaine, ce qui avive encore les conflits².

Bourg Notre-Dame, Faubourg des Dames, Faubourg Saint-Pallais, Quartier Saint-Pallais, Rive droite, les noms changent qui définissent les abords de l'abbaye mais peu ou prou ils restent les mêmes en termes d'identité par rapport à la ville. De l'ancien district des forges jouxtant la nécropole gallo-romaine au secteur des ateliers du chemin de fer, l'image évolue peu. Elle est celle de quartiers pauvres, à l'écart, délaissés, et en cela méprisés plus ou moins ouvertement par la ville-centre. Avec ce paradoxe plusieurs fois souligné que la rive gauche des notables dédaignait Saint-Pallais mais qu'elle se montrait en pleine gloire à l'Abbaye aux Dames lors des processions ou des grandes célébrations qui rythmaient l'année liturgique, au point de transformer l'abbatiale en « sanctuaire mondain », comme le souligne fort justement Alain Tissot dans son chapitre. Cette remarque s'appliquait aux pratiques religieuses – dans leurs connotations en termes de statut social –, elle n'est pas bien loin de certaines observations – et critiques – concernant le festival de musique d'aujourd'hui !

Pourtant le rôle social, ou plus largement citoyen comme on dit maintenant, de l'abbaye a toujours fait partie de ses préoccupations les plus instantes. On appelait l'abbesse la « mère des pauvres ». Grâce au riche temporel dont elle disposait, elle ne négligeait en rien son « Faubourg des Dames » renommé pour son indigence, notamment les abords immédiats de l'abbaye qu'elle possédait en toute propriété : elle offrait des bourses d'études à ses enfants les plus doués, elle en formait d'autres en apprentissage des métiers manuels, elle lui distribuait une part importante de ses aumônes, lui réservait quelques lits d'hôpital et entretenait un jeune prêtre afin de secourir matériellement et spirituellement les plus démunis. Et en cas de crise violente ou durable, la cour de l'abbaye accueillait les habitants de son quartier à la façon des basses-cours seigneuriales ou les nourrissait en une sorte de soupe populaire avant la lettre.

Certes, pendant le siècle et demi de transformation de l'abbaye en caserne, cet aspect des choses fut négligé, pour ne pas dire abandonné. Avec le retour à la vie civile de ses bâtiments, il reprend peu à peu sa place. Que l'on considère les immeubles en périphérie de l'ensemble abbatial, tous transformés en logements sociaux, à commencer par celui que l'armée avait construit dans les anciens jardins de l'abbaye et mis en service en 1882, ou que

l'on s'attache à l'usage récent des bâtiments conventuels qui abritent l'école de musique de la ville et s'ouvrent à de multiples activités de nature socio-culturelle, la vocation nouvelle de l'Abbaye aux Dames est en train de rompre le splendide isolement dans lequel le site s'était enfermé du temps des militaires et, en cela, de créer un enracinement saintais plus serein que celui vécu du temps des abbesses.

À l'évidence, il s'agit d'une transformation de longue durée, comme le sont tous les changements de type urbanistique. Mais l'important est que depuis près d'un siècle et demi s'effectue un rapprochement entre la ville et l'abbaye, même s'il s'opère parfois avec des hésitations et quelques retours en arrière. Cette intégration se révèle d'ailleurs bénéfique aux deux interlocuteurs : la ville – et non plus l'évêque – sauve l'abbaye de la disparition, l'abbaye – et non plus l'abbesse – donne à la ville la part la plus originale et la plus actuelle de son identité, ainsi qu'un renom et une attractivité qui la grandissent.

Une première période de revanche

L'histoire de ce rapprochement vaut d'être contée car elle est intimement liée à la résurrection de l'abbaye. Qui plus est, elle illustre l'extension du rayonnement de Saintes qui en résulte. Pour en comprendre la portée, il convient de l'éclairer par le bouleversement qui affecte la ville dès la fin de l'Ancien Régime. Une période d'illusion puis de sévère désillusion s'ouvre en effet qui dure jusqu'au premier tiers du XIX^e siècle : elle joue le rôle d'une sorte de préhistoire identitaire pour le rapprochement ville-abbaye qui va suivre.

Capitale de la province la plus étendue et la plus peuplée du département qui se crée en 1790, qui plus est idéalement située à une journée de cheval de ses contrées les plus lointaines, Saintes bénéficie à plein des premières décisions révolutionnaires. Chef-lieu naturel du département, siège de sa cour d'assises, la ville conserve son évêché. Tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes saintais et l'affirmation de cette prééminence semble si évidente aux notables de la ville qu'ils goûtent à ses plaisirs sans se méfier de la concurrence à venir. Or elle est vive car fondée à la fois sur une longue tradition administrative et sur le dynamisme d'une ville, La Rochelle, qui entend bien prouver que sa vitalité économique et son influence politique dépassent, et de loin, les prétentions saintaises. Depuis des générations, la généralité y est en effet installée ; quant à ce mélange d'entregent du personnel politique, de tradition portuaire et d'esprit d'entreprise de sa bourgeoisie, il est clairement plus performant que l'apparat ronronnant des rangs d'hermine dont se targue Saintes. Là-dessus vient se greffer le redécoupage des évêchés qui, avec le Concordat, fait coïncider leurs limites à celles des départements... En seize ans, Saintes perd successivement son évêché (1801) puis sa fonction de chef-lieu de la Charente-Inférieure (1808). Il ne lui reste pour pleurer que les deux sessions de sa cour d'assises, un co-évêché vite marginalisé dans la pratique quotidienne et une sous-préfecture qui rabaisse l'ancienne capitale au niveau de Saint-Jean-d'Angély, ou pire encore à celui de Jonzac et de Marennes...

Le choc est rude et le sentiment de dépossession psychologiquement handicapant comme le sont tous les déclassements où le dédain des vieilles lignées alimente leur sentiment d'impuissance. Et vice-versa. On peut en sentir la lointaine résurgence jusque dans le parcours raté de Saintes en matière d'intercommunalité, et ceci droite et gauche confondues... Sommes-nous loin de l'Abbaye aux Dames ? Certes pas. Elle fait d'abord l'objet d'un véritable dépouillement par la ville de ses biens et de ses symboles, à la façon d'une rétorsion face à huit siècles de préséance. C'est la période où Saintes vit en pleine illusion de son rôle de chef-lieu du département. Puis, pendant le long intervalle de désillusion qui suit les transferts de juridictions à La Rochelle, elle devient un des objets de la reconquête de son rang par la ville doublement découronnée.

L'Abbaye aux Dames n'échappe évidemment pas à la question des biens nationaux dont les monastères sont un des points saillants. Comme partout ailleurs, ses dépendances sont vendues. Mais dans cette histoire des relations entre Saintes et son abbaye, l'important réside dans l'appropriation systématique par la ville de ce que possède l'abbaye de trésors symboliques. Sans le moindre ménagement, le joyau de la rive droite devient la proie des appétits effrénés de la rive gauche. Comme si tout devait disparaître, jusqu'aux bâtiments eux-mêmes. En mars 1791, l'abbatiale est fermée (mais cette décision touche l'ensemble des églises des congrégations) ; en mai 1792, les neuf cloches de l'abbaye sont descendues pour être fondues ; en août, alors que les autres églises conventuelles réouvrent progressivement, la municipalité de Saintes demande le maintien de la fermeture de l'abbatiale ; en septembre, tandis que la dernière abbesse meurt dans sa cellule, le monastère est vidé de ses moniales ; en novembre, l'ensemble des meubles de l'abbaye est mis aux enchères et part à des prix particulièrement intéressants dont profitent principalement les notables de la rive gauche ; début 1793, l'autel de l'abbatiale est démonté pour devenir celui de Saint-Eutrope tandis que les stalles se retrouvent à l'évêché et les orgues à la cathédrale ; en 1794, l'escalier du chœur est dépecé, ses planches servant à consolider les latrines de l'hôpital ; l'année suivante, le même hôpital récupère quelques fenêtres dans l'ancien dortoir du monastère ; plus tard, vers 1810, les colonnes de marbre du grand baldaquin abritant l'autel sont enlevées pour être finalement dressées à la cathédrale³... Un véritable pillage chaque fois motivé par de « bonnes » raisons particulières mais dont on ne peut pas ignorer la double finalité : celle, générale, du désir d'en finir avec les biens monastiques, et celle, purement saintaise, d'une revanche de la ville envers son abbaye considérée comme un nid d'orgueil.

L'abbatiale monument historique

Si Saintes semble prête à tout liquider de son monastère, Paris se montre très intéressé à récupérer des locaux vides, ce qui bien évidemment tempère des envies qui auraient pu aboutir à terme à transformer l'abbaye en carrière de pierres comme ce fut le cas ailleurs. Dès l'été 1793, les bâtiments conventuels deviennent un hôpital de l'arrière destiné à soigner les nombreux blessés de la guerre de Vendée puis, leur insalubrité et le manque de place aidant, l'hôpital militaire déménage, remplacé dès l'hiver suivant par une prison où sont enfermés aussi bien des prêtres réfractaires que des girondins en instance de jugement.

En 1798, le ministère de la Guerre devient l'affectataire des lieux pour y créer une caserne. Celle-ci y demeurera jusqu'en 1945. Cette situation nouvelle entraîne deux conséquences majeures. La première concerne l'état de délabrement des bâtiments : ceux-ci vont être réparés, certes plus ou moins bien selon les normes actuelles, mais l'essentiel réside dans le fait qu'il s'agit des prémices du sauvetage de l'abbaye au sens où elles annihilent l'intention de destruction qui dominait les esprits pendant les dernières années du XVIII^e siècle. La seconde lui est étroitement liée : la présence d'une caserne importante – quatorze cents hommes au plus haut moment – possède bien des avantages économiques pour la ville et surtout constitue une perspective réelle pour son élargissement vers la rive droite. Qui plus est, elle accroît de façon non négligeable l'influence de Saintes à l'égard des budgets nationaux qui la concernent.

L'histoire du siècle et demi qui s'ouvre avec cette implantation d'une caserne initialement prévue pour être à deux quartiers, infanterie et cavalerie, est profondément marquée par ces équilibres nouveaux.

Une première période allant de 1798 à 1839 est celle de l'installation complète de l'armée qui restructure l'abbaye à ses besoins et récupère tous les bâtiments qu'elle peut lui agréger. Elle achète des prés alentour pour en faire un champ de manœuvre et un manège à

ciel ouvert, elle transforme l'abbatiale en écurie et reprend à la prison municipale le rez-de-chaussée du grand bâtiment conventuel, ce qui permet à la ville de faire financer par l'État une part de la nouvelle prison – qu'elle trouvera dérisoire ! En revanche, la promesse qui lui avait été faite d'augmenter les effectifs de la cavalerie n'est pas tenue, en particulier parce qu'il n'existe pas de réelle possibilité de créer une écurie vaste et salubre, l'abbatiale se révélant trop petite, trop humide et trop coûteuse à aménager.

En conséquence, l'armée fait part en 1839 de son intention de l'abattre pour la remplacer par un simple hangar, certes plus pratique. La mairie de Saintes n'y voit pas d'inconvénient à condition de pouvoir récupérer le portail et le haut du clocher afin de les reconstruire à l'église Saint-Vivien, rive gauche évidemment ! C'est compter sans un mouvement d'opinion purement saintais qui se dessine autour de deux érudits, Nicolas Moreau, un professeur d'histoire naturelle devenu le bibliothécaire de la ville, et l'abbé Auguste Lacurie tout juste nommé aumônier du collège. En même temps que les militaires s'apprentent à raser l'abbatiale, et ce n'est nullement une coïncidence, se crée à Saintes une Société d'archéologie à l'initiative d'Alexandre Chaudruc de Crazannes, créateur et conservateur du musée lapidaire de Saintes et surtout inspecteur des Monuments historiques du département depuis plus de vingt ans. Nicolas Moreau et Auguste Lacurie en font évidemment partie et se voient chargés par Chaudruc – personnellement plus intéressé par les vestiges gallo-romains – d'une mission de défense de l'abbaye.

C'est tout de même lui qui, en 1840, réussit à faire venir à Saintes le jeune inspecteur général des Monuments historiques, Prosper Mérimée. L'histoire locale retient surtout de sa tournée qu'il fit démonter puis reconstruire l'arc gallo-romain sur la rive droite. En fait, vu d'aujourd'hui, son résultat le plus probant, ainsi d'ailleurs que le plus difficile à obtenir à cause du poids de l'armée (alors que le remplacement du pont nécessitait de toute façon le déplacement de l'arc votif que n'importe quel archéologue aurait pu contrôler !), reste sans conteste le classement de l'Abbaye aux Dames sur la première liste des Monuments historiques. Elle y était d'ailleurs dénommée Saint-Palais⁴ ! À Paris, le ministère de l'Intérieur – dont dépendent alors les Beaux-Arts – semble sortir vainqueur de son débat avec son homologue de la Guerre ; à Saintes, la Société d'archéologie l'emporte contre les tentations de la mairie, encore trop marquée par la période précédente du démantèlement de l'abbaye et surtout peureuse de s'opposer à l'armée dont elle attend le renforcement des effectifs locaux pour d'évidentes raisons de prestige et de tiroir-caisse des commerçants de la ville. Si pendant toutes ces discussions est évoquée la réouverture au culte de l'abbatiale, fortement défendue par l'abbé Lacurie, elle est loin de faire l'unanimité. Finalement, seuls les aspects patrimoniaux et archéologiques s'avèrent déterminants.

On commence à restaurer et on change de nom

Déçue, l'armée, annule son projet d'un grand quartier de cavalerie, laissant toutefois l'église en son état de « petite écurie » pour abriter les chevaux des officiers fantassins et recevoir de temps à autres un escadron de hussards. Elle aussi déchue, la mairie tarde à mobiliser des budgets de restauration, si bien que les parements de l'abbatiale s'effondrent à trois reprises entre 1842 et 1848. Vaille que vaille, la situation n'évolue guère, malgré des promesses répétées de l'État à dégager une aide à la restauration de l'abbatiale... Celle-ci demeure un objet de contestation permanente entre la mairie et l'armée, aucun des deux protagonistes ne souhaitant s'engager dans des travaux de fond sans une claire définition des responsabilités de chacun : l'armée certes est propriétaire des lieux depuis un décret de 1808 agrandissant la caserne en compensation du transfert de la préfecture, mais la ville doit en contrepartie assurer leur entretien ! Toutefois, à plusieurs reprises, l'armée et la mairie font

front commun à l'encontre des pressions de l'évêché de La Rochelle qui souhaite rendre l'abbatiale au culte : ce serait engager de trop lourdes dépenses alors que l'église Saint-Pallais suffit largement au nombre réduit de fidèles du faubourg et qu'en outre, isoler l'abbatiale de la caserne deviendrait un handicap à bénéficier un jour (!) d'un vrai quartier de cavalerie.

En 1874, malgré l'opposition du préfet et de la direction des Beaux-Arts, la caserne s'enrichit d'un dortoir situé dans l'abbatiale : son sol est rehaussé d'un bon mètre, les écuries remplacées par un magasin d'habillement et un parquet est installé juste en-dessous du niveau des chapiteaux pour créer un étage destiné à recevoir une large chambrée qu'on éclaire en perçant des baies supplémentaires dans les murs, tant côtés nef et chœur qu'au-dessus du portail. Ces travaux ont pour effet de fragiliser la lanterne du clocher que le Génie suggère alors de raser afin d'assurer la sécurité des troupes. Grâce aux démarches de l'abbé Ludovic Julien-Laferrière, président de la Commission des arts et monuments historiques de la Charente-Inférieure, un accord est passé pour que l'armée prenne en charge la consolidation du clocher sous le contrôle de Juste Lisch, l'architecte des Monuments historiques, ancien élève de Viollet-le-Duc. C'est la première vraie restauration de l'abbatiale, plutôt bien réalisée sans rien de l'imagination auquel Lisch se laissait parfois aller ; elle a lieu en 1879, ni la mairie ni l'évêché n'y ont participé...

Les années qui suivent voient se développer une sensibilisation à la richesse patrimoniale que représente l'abbatiale. En 1882, un moulage de son portail réalisé par le sculpteur saintais, Camille Arnold, entre au nouveau musée des Monuments historiques à Paris. En 1894 et en 1912, l'armée autorise des visites de groupes pour les congressistes de la Société française d'archéologie tandis qu'en 1897 de nouveaux travaux financés à la fois par la Guerre et les Beaux-Arts rendent au clocher son aspect initial (colonnes remplacées de l'étage du haut et baies réouvertes de celui du bas).

Après ces années qui montrent un réel assouplissement des positions de chacun, en particulier de l'armée, il faut attendre le retour de la Grande Guerre pour que la situation évolue vraiment. Une fois les hommages solennels rendus aux nombreux morts du 6^e régiment d'infanterie, la ville comprend que son rêve est éteint d'un grand quartier de cavalerie. La caserne, qui avant 1914 abritait près de quatorze cents hommes, n'en compte bientôt plus qu'une bonne centaine.

Symbole de ce rétrécissement et de l'émergence d'une « nouvelle abbaye », le nom de la caserne subit en près d'un demi-siècle une double évolution sémantique à travers laquelle se dénote un changement d'état d'esprit. Si le nom « officiel » du monument continuait d'être Notre-Dame de Saintes pour les pratiquants et les nostalgiques de l'Ancien Régime, celui que traditionnellement renaient les Saintais était « abbaye des dames ». Avec l'installation de l'armée, il devient progressivement « caserne de l'abbaye »⁵. Sous la Troisième République, une grande ambition agite les régions militaires : donner un nom patriotique aux casernes. En 1888, six ans après la mise en service d'une grande aile construite dans les jardins de l'abbaye, le général Boulanger, ministre de la Guerre, signe un décret changeant la « caserne de l'Abbaye » en « caserne de Taillebourg »⁶. Au-dessus de la hampe du drapeau sur le porche d'entrée, est alors apposé un relief gravé à ce nom ; malgré cela, l'habitude locale ne s'en établit que progressivement, avec deux particularités : une nette tendance à réserver la nouvelle appellation au seul bâtiment de 1882 et surtout la suppression de la préposition. À cet égard, les anciennes cartes postales sont formelles : l'image montre le relief gravé « Caserne de Taillebourg » et la légende s'intitule « Caserne Taillebourg »⁷ !

En juillet 1892, à l'initiative de Louis Audiart, le bouillant président de la Société des archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, est célébrée avec faste la commémoration du six cent cinquantième anniversaire de la bataille de Taillebourg. Parmi les nombreux discours, celui du lieutenant-colonel Blin, commandant le 6^e de ligne en stationnement à Saintes, est particulièrement remarqué. En « quelques paroles si françaises, si entraînant, si

chaudes de patriotisme »⁸, il enflamme la foule si bien qu'il devient habituel – et chic – chez les notables saintais d'adopter le nom de Taillebourg pour définir l'ensemble de l'îlot occupé par les militaires, y compris certes le nouveau corps de logis, mais aussi ceux de l'ancienne abbaye. Par un curieux détour de sens, alors que la bourgeoisie saintaise catholique abandonne le mot « abbaye », les radicaux et gens de gauche majoritairement non pratiquants continuent plus volontiers de parler de la « caserne de l'abbaye », irrités par le caractère légitimiste du nom « Taillebourg ». Au contraire, à partir des années 1920, quand il devient clair pour tous que la caserne de Saintes n'est plus que l'ombre d'elle-même et qu'elle le demeurera, le nom d'Abbaye aux Dames (avec majuscule et changement de contraction de l'article pour s'aligner sur Caen) revient au premier plan et celui de Taillebourg se voit progressivement réduit au corps de bâtiment de 1882. Une abbaye gommée par l'élan patriotique, une abbaye reprenant peu à peu ses droits face aux militaires...

L'église d'abord, le conventuel ensuite

Prenant appui sur cette diminution des effectifs et sur le renouveau religieux corrélatif aux morts des tranchées, de nouveau revient la demande de l'évêché de réaffecter l'abbatiale au culte. Mais cette fois, le maire de Saintes soutient le projet : Fernand Chapsal, « un radical bon teint, très ouvert au monde mais en rien pratiquant » comme le définit sa petite-fille, la romancière Madeleine Chapsal, devient maire en 1919 ; tout de suite, il adhère à l'idée, non pas pour des raisons religieuses, mais avec le projet en tête de restaurer l'édifice afin d'embellir sa ville et d'y attirer des touristes. En 1924, l'armée cède donc officiellement la propriété de l'abbatiale à la ville. Dès lors, tout s'accélère : on construit derrière l'abside un mur l'isolant de la caserne, on dégage l'église du plancher et des poutres qui le soutenaient, on la débarrasse de la terre qui surélève son sol, on comble les fenêtres que l'armée avait ouvertes et on commence à réparer les parements de l'appareil extérieur. De même, on engage des fouilles archéologiques d'importance, notamment dans l'ancien cloître démoli au début du XIXe siècle. Ce sont elles qui permettent à Maurice Gouverneur, l'architecte des Monuments historiques en charge de la restauration, de découvrir une tête de Christ en gloire, devenue aujourd'hui un des symboles les plus connus de la sculpture de l'abbatiale.

Pour la première fois dans son histoire, le renouveau de l'abbaye fait l'unanimité à Saintes. Les uns pour des raisons purement religieuses, les autres pour le prestige de la ville. En 1927, à l'initiative de la comtesse de Bremond d'Ars, elle-même encouragée par Fernand Chapsal, se crée un comité destiné à lever des fonds que complèteront les Beaux-Arts : soirées de gala à Paris et à Royan, nombreux articles dans la presse nationale... La collecte se révèle un succès. S'engage alors une restauration complète de l'abbatiale, concernant son gros-œuvre, notamment charpente et couverture de la nef. On hésite un moment à reconstruire les coupes puis on y renonce, faute de budgets. L'église abbatiale, telle qu'elle est aujourd'hui, date de ce grand moment de réhabilitation. Le 22 décembre 1940, le chanoine Pitard y célèbre une première messe et le 15 mars 1942, l'évêque de La Rochelle, Louis Liagre, bénit la nouvelle église de la rive droite, incluant sa petite voisine Saint-Pallais dans une seule et même paroisse.

Avec la réouverture au culte de Sainte-Marie aux Dames, un cycle se termine, celui de la longue pression de l'évêché – on dirait aujourd'hui lobbying – à récupérer une des églises les plus prestigieuses de son territoire. Longtemps cette « reconsécration » s'était trouvée en butte à l'armée ainsi qu'à la ville ; outre l'insistance quasi séculaire des autorités religieuses, il avait fallu que l'armée localement se désagrège, il avait également fallu qu'un maire moderniste et sensible aux beaux-arts puisqu'il présidait la Société d'encouragement à l'art et

à l'industrie⁹, développe à Saintes une véritable politique patrimoniale (jardin public, arènes, musées et abbaye) pour que ce qui semble maintenant si naturel parvienne à son terme.

En prélude puis en parallèle à cette prise de conscience patrimoniale, un autre mouvement d'ampleur agite Saintes depuis le début du XIX^e siècle, celui d'une affirmation de son rôle culturel. Déclassée administrativement, il ne lui reste que l'histoire, le patrimoine et le symbole pour exprimer son identité. Cela commence dès 1815, c'est-à-dire cinq ans après par la perte de la préfecture et quatorze après celle de l'évêché : à cette date, alerté par des projets de terrassement autour des anciennes murailles de la ville, Chaudruc de Crazannes décide de sauver les vestiges gallo-romains de l'ancienne cité des Santons, comme pour signifier à La Rochelle que sa naissance est bien récente face à celle de Saintes. Puis c'est la fondation en 1839 de la Société d'archéologie de Saintes, une des premières sociétés savantes françaises élargie en 1860 en Commission des arts et monuments historiques pour l'ensemble du département par le député et archéologue Eugène Eschassériaux. Vont dans le même sens la redécouverte en 1843 – certains parlent de réinvention – du tombeau de saint Eutrope précédée par la création d'une véritable légende autour de sa compagne sainte Eustelle, l'un et l'autre proclamés patron et patronne de la Charente-Inférieure¹⁰... Mais c'est avec Louis Audiat que l'idée de capitale culturelle prend vraiment tout son sens : en 1873, il fonde la Société des archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis dont le rayonnement et l'influence s'exercent parmi les notables du département auquel s'agrège le Cognaçais, grâce à une revue à la fois érudite et mondaine, la plus importante alors de toutes les sociétés savantes françaises¹¹.

Ce mouvement malheureusement se défait dès avant 1914 par essoufflement des successeurs d'Audiat. Mais incontestablement il demeure dans les esprits comme une possibilité de renouveau. Fernand Chapsal, ancien élève d'Audiat, en a l'intuition, non plus sous la forme d'une revue de notables mais en valorisation du patrimoine, en particulier avec l'Abbaye aux Dames. Politique qui, peu ou prou, sera poursuivie par ses héritiers à la mairie, quelle que soit leur appartenance politique. La seule parenthèse dans cette reconquête identitaire sera celle de la guerre et de la période de reconstruction qui en est la conséquence.

Le 24 juin 1944, Saintes est en effet bombardée par les alliés. Deux objectifs principaux : les ateliers du chemin de fer et le poste de DCA allemande situé sous le toit de la grande aile de 1882. Si l'abbaye elle-même n'est que légèrement endommagée, plus de deux cents maisons et immeubles de la rive droite sont détruits et leurs occupants à la rue. Une seule urgence, les reloger. On répare ce qui est facilement réparable, on construit à la va-vite plusieurs baraquements de bois, tandis que l'immeuble Taillebourg, sérieusement touché au point d'être coupé en deux, se voit réaffecté entre diverses administrations. Surtout, on réserve les bâtiments conventuels au logement des familles sans abri qui essaient d'aménager l'inconfort et l'insalubre des lieux avec les moyens du bord, en perçant les murs du XVII^e siècle pour l'écoulement des eaux et les conduits de cheminée. Cette situation dure quelques années avant que l'abbaye se vide de ses occupants, à mesure que d'autres logements deviennent disponibles avec la multiplication des baraquements d'urgence, la construction d'immeubles sociaux (début de Bellevue et de Saint-Sorlin) puis l'aménagement d'appartements dans l'immeuble Taillebourg reconstruit en son centre.

En 1948, consciente de l'importance des budgets nécessaires à la survie des bâtiments conventuels, quelle qu'en soit la destination future, et soucieuse d'éviter leur destruction que certaines œillères saintaises réclament à grands cris, la municipalité conduite par André Maudet réussit à les faire inscrire sous le nom d'« ancienne abbaye des Dames » à l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques. Deux ans plus tard, à l'initiative de Jean Sorillet, médecin mélomane et conseiller municipal, est ouverte une école de musique que la ville installe au rez-de-chaussée du bâtiment conventuel (salle capitulaire et ancien réfectoire transformé depuis en auditorium). C'est en hommage à cette action que le conservatoire de

Saintes porte le nom de Jean Sorillet. Il s'agit là du tout début d'une nouvelle destinée pour l'abbaye. Mais personne n'en a conscience et cela ne suffit nullement à la protéger de la ruine qui la menace. Devant ses étages squattés par des sans-abris de plus en plus clocharisés, sa cour transformée en vaste dépotoir et ses bâtiments devenus dangereux à cause de leur délabrement, la municipalité prend des mesures de salubrité en murant les étages alors que certains de ses membres continuent de demander qu'on rase l'ensemble pour reconstruire à sa place un immeuble de logements sociaux. Ce serait tellement plus simple et moins coûteux...

En réaction à cette menace sans cesse renaissante, Jean Sorillet et Alain Pacquier créent en 1971 l'Association pour le sauvetage de l'Abbaye aux Dames. Comme aux temps de la comtesse de Bremond d'Ars, mais avec plus de difficultés car sauver un édifice du XVII^e siècle est évidemment moins enthousiasmant et surtout plus coûteux que de rouvrir une église romane. Qui plus est, le projet de le sauver grâce à la musique paraît fumeux à beaucoup, notamment au sein du conseil municipal.

C'est compter sans Alain Pacquier. Jeune journaliste à *Sud-Ouest*, fils de cheminot ayant souffert du mépris que les beaux hôtels de la rive gauche continuaient de réserver aux petites maisons de la rive droite, mélomane convaincu et un brin utopiste, il se sert de la tribune médiatique que lui offre son journal pour remuer les esprits. Son idée est simple, donc considérée comme folle : la création d'un festival contribuera à sauver définitivement l'abbaye en affirmant sa vocation musicale que commence à lui dessiner le conservatoire.

Après quelques concerts de sensibilisation donnés à la cathédrale Saint-Pierre, Alain Pacquier organise en 1972 le premier festival de musique de Saintes. En Allemagne, aux Pays-Bas, en Angleterre, la musique baroque est en plein renouveau, notamment avec l'utilisation d'instruments d'époque. La France est en retard et continue de jouer Bach à la façon d'une machine à coudre ! L'intuition, la merveilleuse intuition d'Alain Pacquier est de faire de son festival le promoteur essentiel de ce renouveau baroque en France. « On créait sur du terrain vierge, c'est ce qui fera la solidité du festival », se souvient Alain Pacquier.

Dans le même élan, l'îlot de l'abbaye commence à se voir rénover. Personne ne croit vraiment aux utopies développées par ce « galopin iconoclaste » qu'est Alain Pacquier qui veut faire de l'abbaye le centre identitaire de Saintes, mais subconsciemment l'idée fait son chemin qu'on peut faire semblant d'y croire en privilégiant l'embellissement patrimonial que cela suppose. Religion peut-être, monument historique bien sûr, pensait-on au XIX^e siècle. Musique peut-être, patrimoine touristique bien sûr, pense-t-on cent vingt ans plus tard...

Excellence musicale et ancrage local

Charpente, couverture, combles du bâtiment sont ainsi rénovés de 1972 à 1976 ; murs, carrelages et parquets le sont entre 1976 et 1980 ; ravalement des façades, aménagement des salles du rez-de-chaussée, réhabilitation de l'escalier monumental et création de chambres dans les anciennes cellules terminent ce vaste chantier. Le 9 octobre 1988, François Mitterrand inaugure la nouvelle abbaye dont la musique est devenue le ciment. Le conservatoire occupe dorénavant les étages supérieurs du bâtiment conventuel tandis que le festival fait vibrer l'abbaye de ses succès.

Certes les grands projets architecturaux d'Alain Pacquier (notamment une salle de concerts sous la cour de l'abbaye) sont abandonnés mais son festival, avec des hauts et des bas, se développe. En 1982, Philippe Herreweghe en prend la direction artistique et lui imprime vite de nouveaux élans en parallèle avec sa propre évolution de chef d'orchestre : du baroque au romantique, de Bach à Mahler ou Bruckner, des chœurs du Collegium vocale Ghent à l'Orchestre des Champs-Élysées, les programmes du festival s'élargissent sans pour autant renier son passé. La haute qualité musicale que tous les spécialistes lui reconnaissent

place dorénavant le festival de Saintes parmi les plus importants en France pour ce qui est de la musique classique non lyrique, avec une particulière attention aux répertoires sacré et choral. Qu'en 2000, la version Herreweghe de la *Passion selon saint Mathieu*, répétée et donnée à Saintes quinze jours auparavant, ait été retenue pour célébrer à Leipzig le deux cent cinquantième anniversaire de la mort de Bach n'est pas sans faire signe : il s'agit du plus bel hommage que le monde musical européen puisse rendre à ce renouveau de l'Abbaye aux Dames.

Dix jours par an sont insuffisants à faire vivre un site comme celui-ci. Certes son intérêt touristique attire de nombreux visiteurs, principalement pendant l'été et pour la seule abbatiale. Contrairement à d'autres abbayes, petites ou grandes, celle de Saintes, fortement amputée et rationnellement mise à niveau comme le furent son cloître et ses coupes pendant le siècle et demi de son « service militaire », ne possède ni la chance d'offrir le romantisme de ses ruines, ni celle d'attirer par la variété de ses bâtiments ; elle est par ailleurs un lieu totalement ouvert en raison de l'histoire de sa restauration, paroisse d'abord, centre culturel ensuite... Ces deux caractéristiques se révèlent à la fois un véritable handicap au plan touristique – qu'on pense à son contraire, Fontevault – et un atout certain si on considère son lien redevenu positif avec sa ville. Autrement dit, plus elle s'ouvre à Saintes, plus elle s'enracine en Saintes, à commencer par la rive droite, plus elle acquiert cette viabilité psychologique et économique sans laquelle un site comme le sien ne peut que vivoter. D'où le développement depuis les années 1990 de toute une série d'activités tendant à faire de l'Abbaye aux Dames un véritable lieu de culture en mouvement toute l'année.

Concerts, expositions, conférences, congrès, salons professionnels, réunions associatives, séminaires d'entreprises, mariages même, la location de salles et l'hébergement de publics variés dans les anciens bâtiments conventuels (cellules et salles collectives) se mêlent harmonieusement à la vocation musicale du site. Complément économique certes, mais aussi animation continue des lieux qui contribue à leur rayonnement. Pour employer un terme un peu trop militaire pour un monastère ayant souffert de l'armée, la « stratégie » mise en œuvre par l'association en charge de l'Abbaye aux Dames consiste à faire se rencontrer l'excellence musicale et l'ancrage local, l'une et l'autre se fortifiant mutuellement.

En 1997, Philippe Herreweghe a l'idée de créer une école de haut niveau destinée à enseigner l'art et la technique d'exécution sur instruments anciens à des jeunes musiciens, tous sortis de conservatoires nationaux. Ainsi naît le Jeune Orchestre atlantique. À raison d'un cycle de deux années, l'une pour le répertoire classique, disons Mozart, l'autre pour le répertoire romantique, disons Beethoven, des stages de formation initient et habituent les musiciens à la vie en orchestre et aux instruments d'époque, en leur permettant d'intégrer la vie professionnelle avec une corde de plus à leur arc – une corde en boyau et non en plastique – donc plus de facilité que leurs collègues généralistes. Grâce à la collection d'instruments anciens progressivement constituée à l'abbaye, chaque année des dizaines d'étudiants venant de tous les pays (45% de France et 55% hors de France) fréquentent Saintes et y donnent des concerts de fin de stage à la façon de travaux pratiques en grandeur réelle, devant un vrai public. Quant aux formateurs et aux chefs qui les dirigent, ils sont tous de renom, en particulier ceux qui viennent des pupitres de l'Orchestre des Champs-Élysées.

L'air de rien, cette activité est unique au monde et contribue fortement à la vitalité de l'Abbaye aux Dames : les étudiants qui y logent la considèrent comme le plus intime des campus universitaires, les diplômés qui y sont dispensés prennent de plus en plus d'autorité grâce aux partenariats noués avec les plus grands conservatoires européens qui les reconnaissent comme partie intégrante de leurs cursus (Paris, Genève, Amsterdam, Barcelone...), en attendant qu'ils deviennent de véritables unités de valeur de *masters* universitaires. Quant au public saintais, il apprécie l'enthousiasme des concerts de « son »

orchestre et apprécie que « son » abbaye devienne avec le temps le point de départ de tournées portant haut l'image de « sa » ville.

On ne le souligne pas assez, mais il s'agit là d'une part de l'ancrage local que recherche l'Abbaye aux Dames. Comme l'est le festival de musique qui attire à Saintes de nombreux visiteurs de France et d'ailleurs, représentant un potentiel de consommation non négligeable, notamment dans le domaine de l'hôtellerie et de la restauration. La création du chœur Icilaba qui puise ses effectifs dans les écoles de Saintes et des environs est un autre exemple de cette attache au milieu local : il diffuse une culture musicale dès le plus jeune âge et en retour se voit reconnu pour sa qualité dans le monde si particulier des maîtrises d'enfants, grâce à ses participations à des festivals qui à la fois ouvrent des horizons à ses membres et participent elles aussi à une image de la ville, musicale et ouverte à l'extérieur.

* *

*

L'histoire d'un monument comme l'Abbaye aux Dames ne se conçoit que sur la longue durée et dans un environnement urbanistique, géographique et culturel précis. Il a fallu huit siècles pour construire et reconstruire l'une des abbayes féminines françaises les plus remarquables, il a suffi de quelques années pour la mettre à bas et plus de deux siècles ont été nécessaires pour lui trouver une vocation nouvelle et lui donner les moyens de la mettre en œuvre. Cette vocation l'intègre à la ville dont elle est l'incontestable joyau, principalement parce qu'elle est ce qui existe de plus original à Saintes, unique au monde même si on ne considère que la focale du Jeune Orchestre atlantique. L'autonomie de décision et de gestion dont elle bénéficie lui donne une responsabilité première envers les organes qui financent en grande partie son activité : Saintes bien sûr, le département de Charente-Maritime, la région Poitou-Charentes, l'État, l'Europe et les divers mécènes qui croient en son action. Chacun en attend un retour spécifique : certains en matière de formation professionnelle, d'autres pour la qualité et la diversité de sa diffusion musicale, pour la destination touristique qu'elle représente ou tout simplement pour l'animation du site. Saintes se situe au confluent de ces attentes.

Il reste beaucoup à faire pour construire une « nouvelle abbaye » car, à terme, rien ne serait plus désastreux que de considérer qu'on peut en rester là. Ceci est vrai au plan des activités qui se développent à l'abbaye en les rapprochant autant que faire se peut de son environnement le plus immédiat, la rive droite qui depuis longtemps se considère comme délaissée et que certains, en une sorte de projection d'avenir, commencent à appeler « Belle Rive ». Ce l'est aussi au plan musical avec une poursuite de l'élargissement des répertoires afin de renouveler en permanence l'intérêt du public. Ce l'est enfin au plan patrimonial car la vie d'un monument n'est nullement figée et nécessite des évolutions, évidemment respectueuses du passé. L'une de celles-ci concerne directement la rénovation de l'abbatiale, en particulier de son portail, pour compléter la restauration hâtive qui en a été faite il y a déjà presque un siècle.

À plusieurs reprises dans son histoire, l'Abbaye aux Dames a failli disparaître. Pour faits de guerre, par incendies répétés, par démantèlement furieux ou négligence administrative... Chaque fois un sursaut l'a sauvée. De la part de quelques-unes de ses abbesses, de la part d'érudits saintais qui ont vu en elle le monument essentiel de la ville, de la part de mélomanes un peu fous inspirés par l'acoustique de l'abbatiale et la chaleur conviviale que sa cour prend certains soirs de festival... Face à cette étonnante conjonction d'une ville et d'une abbaye, on ne peut qu'être à la fois fier et modeste. Donc conscient de l'héritage et résolu à le défendre et l'enrichir. Ce livre – le premier entièrement consacré à l'Abbaye aux Dames – y participe.

François Julien-Labryère

(Ce texte a été demandé au président actuel
de l'Abbaye aux Dames mais ma plume d'historien des
mentalités charentaises a pris le dessus. Qu'on m'en excuse...)

- ¹ Michel Bégon, « Mémoire de la généralité de La Rochelle en 1698 », in *État de la France*, tome V, p. 438 sq.
- ² Jean Glénisson, « Entre Capétiens et Plantagenêts (1204-1337) », in *La Charente-Maritime, l'Aunis et la Saintonge des origines à nos jours*, Bordessoules, 1981, pp. 144,145, 152 et 153.
- ³ Voir l'excellent chapitre que Frédéric Morin consacre à la « Genèse d'une résurrection » in *L'Abbaye aux Âmes, histoire du festival de Saintes et de son abbatale*, Le Croît vif, 2001, p. 127 sq. Tout ce qui suit s'en inspire fortement.
- ⁴ Renseignement fourni par Christian Gensbeitel.
- ⁵ Louis Audiat, *Les Monuments de Saintes*, Orliaguet, 1888, p. 3.
- ⁶ *Recueil de la Commission des arts et monuments historiques de la Charente-Inférieure et Société d'archéologie de Saintes*, tome IX, 1888, p. 214.
- ⁷ Renseignement fourni par Jean-Pierre Mauret, le principal collectionneur de cartes postales de Saintes, qui a retrouvé plusieurs clichés de l'entrée de la caserne.
- ⁸ *Bulletin de la Société des archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, tome XII, 1892, p. 314.
- ⁹ Jean Thaumiaux (dir.), *Fernand Chapsal (1862-1939)*, Nouvelle Librairie de France F. Sant'Andréa, 1955, p. 82.
- ¹⁰ *Dictionnaire biographique des Charentais*, Le Croît vif, 2005, notices Eustelle et Eutrope, p. 501 sq.
- ¹¹ François Julien-Labruyère, « Le temps retrouvé de la Société des archives de la Saintonge et de l'Aunis, étude sociologique 1874-1914 », *Revue de la Saintonge et de l'Aunis*, tome IV, 1978, p. 113 sq.